

Proposition de Termes de référence

Thème 6 : Le développement par l'intégration

Les préoccupations régionales sont anciennes en Afrique. Elles ont commencé à être expérimentées par les responsables politiques depuis la période coloniale. Outre les expériences françaises comme l'AOF et l'AEF, on peut mentionner la création de la East African Community regroupant le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie mis en place par les Anglais vers les années 50.

Après les indépendances, ces expériences se sont généralisées à l'ensemble du continent avec plus d'une cinquantaine de structures de coopération et d'intégration régionale. Ce mouvement s'est accéléré avec le processus actuel de la mondialisation et les difficultés des Etats-nations à atteindre les objectifs de développement.

Aujourd'hui, l'Afrique compte 14 communautés économiques régionales (CER) parmi lesquelles 5 ont été choisies par l'Union Africaine comme support de régionalisation du développement continental : la CEDEAO, la CEEAC, le COMESA, la SADC et l'UMA.

Sur la question du régionalisme transétatique comme facteur essentiel de développement, les acquis sont encore insuffisants en raison de la réticence des dirigeants à céder quelques parcelles de la souveraineté nationale. Du coup, les discours sur les avantages de l'intégration restent encore flous. Ces discours sont davantage teintés de l'émotion en faisant uniquement référence aux valeurs historiques et culturelles. Alors que la construction régionale devrait plutôt permettre au continent de mieux résoudre les problèmes dont les solutions paraissent difficiles à l'intérieur des Etats pris isolément.

En dehors des avantages liés aux contraintes de la balkanisation excessive de l'Afrique, en dehors aussi des besoins pour les Etats africains de se mettre ensemble pour parler d'une seule voix et mieux peser sur la scène internationale, seule l'intégration peut permettre au continent de mieux faire face à la crise économique et financière actuelle.

Pour aborder toutes ces questions dans leur détail, la problématique du développement par l'intégration doit donc permettre, à la sortie de ce symposium de proposer de nouvelles approches de l'intégration qui puissent insister sur les avantages, coûts et bénéfices que les Etats et les populations pourraient tirer du régionalisme transétatique.

Pour se faire, le travail demandé consiste, après un bref rappel des constructions régionales en cours, à mettre l'accent sur les principales questions ci-après :

Que peut-on retenir aujourd'hui comme acquis de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest ?

Est-ce l'intensification des mouvements de populations, des flux commerciaux qui résultent de la mise en application du protocole sur la libre circulation des personnes et des biens ?

Comment peut-on apprécier le bilan de la CEDEAO après 35 années d'existence ?

En quoi les formes formelles et informelles de l'intégration peuvent-elles cohabiter pour promouvoir la construction régionale, notamment en ce qui concerne les initiatives en faveur de la création de plusieurs institutions financières d'envergure régionale (exemple des banques, des assurances, ...) et les transformations spatiales qui résultent de la dynamique des réseaux marchands transfrontaliers tel que cela fut analysé ces dernières années par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE et d'autres institutions comme le Laboratoire d'Analyse Régionale et d'Expertise Sociale (LARES) et ENDA DIAPOL ?

Quel est l'impact des chocs extérieurs comme ceux de la mondialisation sur l'évolution du processus régional en Afrique de l'Ouest ?

Quels sont les facteurs favorables à l'intégration régionale ?

Est-ce les difficultés actuelles des Etats-nations à servir de support au développement (contraintes du marché, inachèvement des frontières, difficultés des Etats à se donner des équipements et infrastructures de qualité, à promouvoir de véritables bassins de développement et des pôles de compétitivité) ? Quels seraient alors les espaces optimaux de l'intégration régionale ? etc ...

En quoi les défis économiques, politiques et institutionnels auxquels l'Afrique est confrontée peuvent-ils servir comme justifications à la quête de l'intégration économique et monétaire ?

Comment redéfinir les objectifs de développement pour qu'ils puissent s'inscrire davantage dans une dynamique d'intégration régionale ?

Dans ce besoin de partir de l'intégration régionale pour assurer le développement en Afrique de l'Ouest, quels sont les obstacles qui empêchent d'aller de l'avant ?

Est-ce les questions du coût, des avantages et bénéfices de l'intégration et les pertes de richesses liées aux importations du marché international des produits alimentaires comme les poulets et la viande congelés, etc. ?

Est-ce les difficultés d'alignement des politiques nationales aux objectifs d'intégration régionale ?

Est-ce l'absence de piliers sûrs de l'intégration ? Quels seraient les piliers sur lesquels cette intégration pourrait mieux s'appuyer en Afrique de l'Ouest ?

Est-ce le manque de projets intégrateurs ou la définition des priorités sur lesquelles tout le monde pourrait se mettre d'accord ?

En quoi l'absence des pôles régionaux suffisamment attractifs pour faire de l'intégration régionale une réalité vivante peut-elle être considérée comme un obstacle à l'intégration ?

En quoi la question monétaire agit-elle sur le processus d'intégration régionale, notamment en ce qui concerne les politiques de convergence nominale et réelle, les questions de l'arbitrage budgétaire au niveau des Etats ? Est-il possible d'aller vers un fédéralisme budgétaire au niveau de la CEDEAO ? Quels en seraient les avantages et contraintes ? etc.

Comment entamer une réflexion future sur le rôle des institutions devant aboutir à terme à la transformation des structures régionales existantes en de véritables fédérations d'Etats ?

En quoi l'absence de leadership d'envergure régionale peut-il devenir un obstacle à la construction régionale en Afrique de l'Ouest ?

Ce sont là autant de questions qu'on voudrait voir traitées dans ce document sur le développement par l'intégration, en tenant compte des acquis scientifiques, politiques et économiques actuels des expériences de régionalisation dans le monde.

En tout état de cause, le travail demandé doit déboucher sur des recommandations pertinentes et de nouvelles perspectives avec élaboration d'une feuille de route sur les différentes étapes à franchir pour faire de l'intégration régionale une réalité concrète.

Somme toute, ce qui est attendu de l'auteur de ce papier, c'est une réflexion libre, dynamique et novatrice sur un sujet préoccupant et incontournable pour sortir l'Afrique du sous-développement.